

Question d'Europe  
n°498  
14 janvier 2019

# Lutter contre la désinformation et protéger les journalistes

David ALANDETE<sup>[2]</sup>

Les médias de propagande russes travaillent déjà à plein régime pour influencer les élections européennes de mai 2019[1]

Lors d'une conférence de presse le 6 novembre 2018 avec son homologue espagnol, le ministre russe des Affaires étrangères a annoncé avoir accepté de créer un groupe de cybersécurité pour lutter contre le problème de la désinformation, qui a causé tant de problèmes lors des récentes élections des deux côtés de l'Atlantique. Il s'est félicité de cet accord, fruit d'une initiative russe visant, selon lui, à « créer des mécanismes spéciaux en matière de sécurité sur Internet » et à empêcher les « relations de la Russie avec l'Union européenne et les Etats-Unis de se détériorer davantage. Pourtant, les gros titres publiés par les médias publics russes pendant la crise du référendum sur l'indépendance catalane en octobre 2017 ont dû surprendre plus d'un responsable politique espagnol. En voici quelques exemples :

- [Pourquoi l'OTAN ne bombarde-t-elle pas Madrid pendant 78 jours ?](#)
- [Les chars d'assaut dans les rues de Barcelone : l'Espagne et la Catalogne au bord d'un dénouement violent.](#)
- [Une Catalogne indépendante reconnaîtra la Crimée russe.](#)

Le gouvernement russe investit plus de 400 millions € chaque année dans Russia Segodnia, la société mère qui réunit *Russia Today* (RT) et Sputnik pour, selon ses propres directives, offrir au monde une version alternative et édulcorée de la réalité, mais toujours en accord avec les intérêts du Kremlin. Parmi les nombreux exemples de cette réinterprétation de la réalité, dont les médias de propagande russes sont si fiers, on a pu noter récemment :

- *L'empoisonnement de l'espion Sergei Skripal au Royaume-Uni ? Il n'y a aucune preuve, les suspects, deux agents russes, étaient en vacances.*

- *Les attaques chimiques du régime de Bachar el Assad en Syrie ? Il s'agit d'une mise en scène, inventée par des médias européens comme la BBC.*

- *La chute du vol MH17 au-dessus de l'Ukraine en juillet 2014 ? Selon toute probabilité, il a été abattu par l'armée ukrainienne elle-même dans une tentative d'incriminer la Russie.*

Margarita Simonián, directrice de la rédaction de RT et de Sputnik, a elle-même déclaré dans une tribune publiée en 2016[3] : « Il semble que RT, qui est souvent accusée de vouloir créer une réalité alternative, soit l'une des rares entreprises de médias à rendre compte de la réalité. »

Elle décrit RT comme l'équivalent informatif d'un ministère de la Défense et donc comme une arme de guerre. « Il est impossible de commencer à fabriquer des armes quand la guerre a déjà commencé ! » proclame-t-elle.

RT, Sputnik et la Russie sont donc prêts, mais pour quel conflit exactement ?

Essentiellement les conflits dont Vladimir Poutine a besoin pour mettre en évidence la fragilité de ses adversaires. Anna Politkovskaïa l'avait raconté avec grande justesse dans les journaux qu'elle a laissé inachevés avant d'être assassinée en 2006. La position de Poutine se renforce à mesure que les autres sont affaiblis. Pour cela, il bénéficie du soutien de toute une cour de ministres, législateurs et journalistes. « La seule chose qui compte dorénavant en Russie, c'est la loyauté envers Poutine. Par cette dévotion personnelle vous obtenez la bulle papale, l'amnistie, pour tous les succès et les échecs passés et à venir[3] », écrivait la journaliste.

Selon James Harding, ancien directeur de la BBC News[4], « ils n'ont aucune garantie d'indépendance et aucun comportement indépendant. Un bon moyen

1. L'auteur s'exprime ici à titre personnel.

2. David Alandete, *Fake news: la nueva arma de destrucción masiva*, Deusto, 2019, Url : <https://www.planetadelibros.com/libro-fake-news-la-nueva-arma-de-destruccion-masiva/289283>

3. Margarita Simonyan, U.S. media's false narrative of Russian election influence, dans *The Hill*, 11.03.2016, Url : <https://thehill.com/blogs/congress-blog/foreign-policy/304151-us-medias-false-narrative-of-russian-election-influence>

4. Politkovskaya, Anna, *A Russian Diary: A Journalist's Final Account of Life, Corruption, and Death in Putin's Russia* Random House Publishing Group, 2007.

de vérifier cela est de savoir à quelle fréquence ils critiquent leur propre gouvernement avec des arguments légitimes, et dans quelle mesure ils sont prêts à le faire. C'est un bon moyen de tester l'indépendance de tout média ».

Suite à mes enquêtes sur leur ingérence en Catalogne, les médias russes se sont défendus en prétendant que la Russie n'avait rien à gagner en Catalogne et RT a publié en septembre 2017 un article non signé qui révèle, peut-être involontairement, sa ligne éditoriale[5] : « Comme pendant la guerre froide, la Russie, dont l'influence a été ridiculisée jusqu'à très récemment pour son faible PIB (équivalent à celui de l'Italie, alors que le pays est beaucoup plus grand), redevient le coupable de tous les maux d'un Occident sans réponse apparente à cette terrible menace. D'un Occident qui a vu sa classe politique et ses médias perdre, jour après jour, la confiance de ses citoyens par leurs propres erreurs commises de manière systématique, grossière et, comme nous le voyons désormais, intentionnelle. Des médias qui semblent considérer leur propre public comme absolument stupide : tellement stupide qu'il se laisse influencer par « les grossiers mensonges du Kremlin » ».

Si la Russie n'a rien à gagner en Catalogne, pourquoi Poutine y a-t-il consacré une grande partie de son discours du 19 octobre 2017 au Forum de Valdai, un forum slave de grande importance internationale ? « La situation en Espagne montre clairement à quel point la stabilité peut être fragile, même dans un État prospère et stable, et qui aurait pu s'attendre, même récemment, à ce que le débat de longue date sur la situation en Catalogne provoque une grave crise politique : dans le cas de la Catalogne, nous avons vu comment l'Union européenne et plusieurs États ont unanimement condamné des partisans de l'indépendance », y déclarait le président russe, ajoutant : « À cet égard, je ne peux m'empêcher de dire qu'il aurait fallu y penser plus tôt : personne n'était-il au courant de ces désaccords séculaires en Europe ? Bien sûr qu'ils étaient au courant ! Ils ont pourtant accueilli avec grande satisfaction la désintégration de plusieurs autres États européens. Pourquoi ont-ils été si irréfléchis, motivés qu'ils étaient par des considérations politiques fugaces et leur désir de plaire à leur frère aîné de Washington quand ils ont apporté leur soutien inconditionnel à la

sécession du Kosovo, provoquant ainsi des processus similaires dans d'autres régions d'Europe et dans le monde ? Lorsque la Crimée a également déclaré son indépendance, puis, après le référendum, sa décision de faire partie de la Russie, cela n'a pas été si bien accueilli. Nous avons maintenant le cas de la Catalogne. Et il y a un problème similaire dans une autre région, le Kurdistan. Cette liste est peut-être loin d'être exhaustive. Mais nous devons nous demander ce que nous allons faire. Que devrions-nous en penser ? »

Ce parallélisme entre les nationalismes européens et les blessures infligées à la Russie par l'indépendance du Kosovo - reconnue par 23 pays de l'Union européenne - et les sanctions pour l'annexion de la Crimée sont une constante dans la couverture de RT, de Sputnik et des autres médias dans leur orbite.

La ligne du Kremlin est répétée par ces médias, à travers chroniques, tribunes et interviews. Telle est la vraie nature de la désinformation, quels que soient les signatures, les dates, les genres, les sources ou les citations. Car tout obéit à un plan : celui de présenter une version alternative de la réalité mais qui soit en accord avec les intérêts du Kremlin.

Nombreuses sont les preuves de cette manipulation journalistique. Citons l'exemple de William Mallinson, que RT cite abondamment et que les médias russes présentent comme un « ancien diplomate britannique ». Ce ne sont là que quelques-unes des manchettes offertes par RT :

- [L'Amérique fera tout son possible pour causer des problèmes entre la Russie et la Chine.](#)
- [Les Etats-Unis reflètent leur double diplomatie dans le conflit syrien.](#)
- [Le clown de Johnson ne nourrit que l'hystérie antirusse.](#)
- [Hypocrisie allemande : il n'y a pas si longtemps, Angela Merkel disait que le multiculturalisme avait échoué.](#)

William Mallinson n'est pourtant pas un ancien diplomate. Ses états de services diplomatiques n'indiquent qu'une qualité de fonctionnaire, en tant que troisième secrétaire (chancellerie)

5. David Alandete, James Harding: "Se distribuye información falsa a escala industrial" dans El País, 10.02.2018, Url : [https://elpais.com/internacional/2018/02/09/actualidad/1518198695\\_212485.html](https://elpais.com/internacional/2018/02/09/actualidad/1518198695_212485.html)

et deuxième secrétaire par intérim (information) à Londres et dans les ambassades à Nairobi et à La Haye. Mettre en évidence ses opinions avec des titres aussi provoquant n'est qu'un exercice de confusion destiné à faire circuler sur les réseaux sociaux l'idée que l'Europe est en décadence. La seule chose qui fait de Mallinson une source valable pour RT, c'est qu'il exprime constamment des idées proches de celles de Moscou.

Le Kremlin dicte-t-il ces gros titres, sélectionne-t-il les sources, choisit-il les sujets ? Bien sûr que non. Il n'en a pas besoin. Encore une fois, comme le constatait déjà Anna Politkovskaïa dans son journal : « *L'autocensure consiste à essayer de deviner ce que vous devez dire et ce que vous ne devez pas mentionner pour rester au sommet. Le but de l'autocensure est de gagner un gros, voire un très gros salaire. Le choix n'est pas entre avoir un emploi ou être au chômage, mais entre gagner une fortune ou un salaire de misère. Tout journaliste a la possibilité de se tourner vers les publications sur Internet, où il est plus ou moins libre de dire ce qu'il veut, et il existe encore quelques journaux qui jouissent d'une relative liberté. Mais là où il y a liberté, les salaires sont faibles et irrégulièrement payés. Le gros lot, ce sont les médias disposés à composer avec le Kremlin* »[6].

La création de cette galaxie parallèle, où l'actualité est dictée par les intérêts du pouvoir et non par le contrôle de ses abus, est au centre de la désinformation russe. Cette désinformation concerne particulièrement la construction de l'Union européenne. Russia Today et Sputnik ont publié récemment les titres suivants :

- [L'action dangereuse de l'Union européenne pour punir la Hongrie révèle son emprise autoritaire.](#)
- *Le vice-Premier ministre italien prévoit un séisme politique pour l'Union européenne,*
- [C'est une invasion : le dirigeant de l'UKIP dénonce la politique migratoire de Bruxelles au Parlement européen.](#)
- [Soros et ses "226 amis" de l'Union sous les feux de la rampe par Farage - mais qui sont-ils ?](#)
- [Salvini est-il le nouveau Juncker ? Les eurosceptiques poussent le ministre italien à devenir président de la Commission européenne.](#)

- [Nigel Farage demande à l'Union européenne d'enquêter sur le financement et la collusion de George Soros](#)

La ligne pour les élections européennes de mai 2019 est lancée. Les « vedettes » ces informations sont les dirigeants des partis populistes qui se sont fixé pour objectif de mettre fin de l'intérieur à l'Union européenne, décrite par eux comme une institution décadente, inefficace et corrompue. Le gouvernement de Viktor Orbán en Hongrie est toujours victimisé, Nigel Farage est une idole et Matteo Salvini un homme d'État qui peut sauver l'Europe d'elle-même.

Le parti de Vladimir Poutine, Russie unie, n'a-t-il pas signé des accords avec la Ligue en Italie et le Rassemblement national en France ? Ne partagent-ils pas la même idéologie et les mêmes propositions ? La machine de propagande du Kremlin est mise à leurs services : c'est logique.

La désinformation se propage comme un cancer sur la liberté d'expression et d'information. Le problème vient du fait que la loi de l'offre et de la demande a donné une nouvelle forme au marché de l'information. Les lecteurs n'achètent plus de journaux papier, n'écoutent plus la radio et ne regardent plus la télévision comme ils le faisaient il y a dix ans. Tout passe aujourd'hui par leurs téléphones et leurs ordinateurs. Il est infiniment plus pratique de s'informer en consultant simplement les gros titres sur Twitter, Facebook et Google. Or, leurs contenus sélectionnés par algorithmes peuvent être manipulés. Il existe de nombreux moyens plus ou moins sophistiqués, selon le budget, pour manipuler un algorithme. Nombreuses sont les études sur l'utilisation des « bots », comptes automatisés qui ont pour but de partager massivement du contenu dans le but de le rendre viral. Si des dizaines de milliers de profils sur Facebook ou Twitter diffusent un titre de RT comme « *Retour de l'époque napoléonienne ? L'Europe devrait devenir un Empire* »[7], il est très probable que cela finira par toucher énormément de lecteurs. Ces algorithmes récompensent en fin de compte la popularité. Plus une information est partagée, plus elle apparaît à davantage d'utilisateurs.

L'explication réelle de la diffusion de la désinformation est cependant beaucoup plus simple : le comportement humain a tendance à la privilégier. Une importante étude

6. Sobre los 'bots' de 'El País', el referéndum de Cataluña y la "máquina de injerencias rusa", RT, 23.09.2017, Url : <https://actualidad.rt.com/actualidad/250999-pais-referendum-cataluna-maquina-injerencias>

7. Anna Politkovskaïa, *Douloureuse Russie : Journal d'une femme en colère*, éditions Gallimard, 2008.

du Massachusetts Institute of Technology a récemment conclu que « les fausses nouvelles de nature politique ont voyagé plus profondément et plus largement, ont touché plus de gens et ont été plus virales que toute autre catégorie de fausses informations. Les fausses nouvelles politiques se sont également diffusées plus rapidement et ont touché plus de 20 000 personnes presque trois fois plus vite que tous les autres types de fausses nouvelles, soit 10 000 personnes ».

Pourquoi une telle fascination ? Selon les auteurs de l'étude[8], « une explication se dégage de la théorie de l'information et de la théorie bayésienne de la décision : les gens sont animés par la nouveauté. Comme d'autres l'ont fait remarquer, la nouveauté attire l'attention humaine, contribue à la prise de décisions productives et encourage le partage de l'information. Essentiellement, elle peut mettre à jour notre compréhension du monde. Lorsque l'information est nouvelle, elle est non seulement surprenante, mais aussi plus précieuse, tant du point de vue de la théorie de l'information (elle fournit la plus grande aide à la prise de décision) que du point de vue social (elle traduit le statut social d'une personne au courant ou ayant accès à des informations internes uniques). »

Les journalistes ne sont pas seulement des salariés d'entreprises privées ou publiques. Ils administrent, en tant que collectif, un droit qui ne leur appartient pas : celui d'une société bien informée, obligeant le pouvoir politique et économique à rendre des comptes. Le problème est que la révolution technologique a permis à des propagandistes qui ne servent pas l'intérêt général mais l'intérêt de quelques-uns, dont certains peuvent être ennemis de la démocratie, de se déguiser en journalistes.

Le groupe d'experts que la commissaire européenne chargée de la société économique et numérique, Mariya Gabriel, a constitué l'année dernière pour donner son avis sur la désinformation, a recommandé en janvier 2018 que toute nouvelle loi visant à limiter la désinformation soit mise de côté, car, à son avis, « l'objectif final devrait être la création d'un marché ouvert pour la vérification des faits qui évite un 'monopole de la vérité[9]'; qui pourrait faire l'objet

d'abus dans certains pays et ne pas être approuvé publiquement dans d'autres pays. Cette coopération pourrait être encouragée par un effort conjoint des secteurs public et privé, par exemple sous la forme d'un partenariat public/privé. L'entité qui gère un tel réseau devrait disposer d'un conseil d'administration composé d'experts et fonctionner de manière autonome et indépendante, sans ingérence des pouvoirs publics [10]».

Mais il y a un écueil d'importance : la vérification des faits aurait nécessairement lieu après la publication d'une fausse nouvelle. Or, qu'importe qu'un service numérique corrige la véracité d'une déclaration de Sputnik telle que « une Catalogne indépendante reconnaîtra que la Crimée est russe ? Cette information aura déjà été publiée. Elle aura déjà atteint des milliers de personnes. Elle aura déjà été partagée sur Twitter. Ce sera trop tard, le mal sera fait.

La crainte de la Commission et de Mariya Gabriel d'entrer sur le terrain marécageux de la législation sur la liberté d'information est légitime. Mais elle ne justifie pas l'inaction dans d'autres domaines. Il y a d'autres remèdes que de nouvelles législations. La Commission et le Parlement européen peuvent désigner, comme les États-Unis l'ont fait, les médias publics russes comme agents de propagande. Il ne s'agit pas de leur interdire quoi que ce soit, mais d'exiger d'eux qu'ils respectent les règles les plus élémentaires du journalisme : qu'ils distinguent informations et opinions, qu'ils incluent la foi des erreurs, qu'ils dotent leurs informations de signatures claires. S'ils mentent, les autorités peuvent, comme le président français Emmanuel Macron l'a fait, prendre la mesure exceptionnelle de refuser leur accréditation, car celle-ci est réservée aux professionnels de l'information et non aux propagandistes.

D'autre part, comme l'a fait le Royaume-Uni, les institutions doivent être dotées de services de communications stratégiques qui détectent les attaques de désinformation et prennent des mesures contre elles. Les actions du gouvernement de Theresa May pendant la crise de l'empoisonnement raté de l'espion Sergei Skripal à Salisbury en sont un exemple parfait.

8. Entretien de Bruno Le Maire pour le Handelsblatt commenté par RT le 12 novembre 2018.

9. Soroush Vosoughi, Deb Roy, Sinan Aral, *The spread of true and false news online*, *Science*, 09.03.2018: Vol. 359, Issue 6380, pp. 1146-1151.

10. European Commission, *Final report of the High Level Expert Group on Fake News and Online Disinformation*, 12.03.2018, Url : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/final-report-high-level-expert-group-fake-news-and-online-disinformation>

Les institutions britanniques ont fourni des informations fiables aux médias, ont été totalement transparentes et n'ont pas tremblé de peur face aux menaces russes habituelles. Le résultat est que la vérité a prévalu et RT a été forcé de publier une interview embarrassante de son directeur avec les deux suspects [11].

Après les ravages de la désinformation pendant la campagne référendaire du Brexit, Theresa May a créé une unité spécialisée, avec son propre budget, et a averti la Russie : « [Nous savons ce que vous faites, vous n'y arriverez pas](#) ».

En revanche, les institutions européennes sont tristement impuissantes. Presque tout ce que nous savons sur la désinformation russe, nous le devons au travail mémorable de la Task Force « StratCom Est » de l'Union, une unité de lutte contre les fausses nouvelles, créée en 2015, dont les réalisations sont d'autant plus louables au regard des ressources très limitées mises à sa disposition : seulement 1 million € accordé par le Parlement européen. Il est certain qu'on peut faire beaucoup plus.

De surcroît, les initiatives visant à protéger les journalistes d'investigation sont minimales. Tout organe de presse ou journaliste qui rend compte de l'ingérence russe dans les processus démocratiques est exposé à une formidable et implacable campagne de diffamation. Je peux témoigner de ma propre expérience : car après avoir publié mes recherches sur l'ingérence russe lors du référendum en Catalogne, reprises par le Parlement britannique et l'Assemblée générale de l'OTAN, j'ai été accusé d'être un agent secret, de travailler pour la

CIA, d'être payé par George Soros. Le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, m'a traité de propagandiste et est allé jusqu'à demander mon renvoi du journal pour lequel je travaillais jusqu'en juin.

Finalement, l'Association de la presse de Madrid, le plus grand collège de journalistes d'Espagne, a dû me protéger contre ces attaques, qu'elle a qualifiées « *de violation du droit à la liberté de la presse et de tentative de priver les citoyens d'informations d'intérêt général* ».

Ceci est le nœud du problème. Les ennemis de la démocratie savent que les journalistes ne sont pas seulement des employés d'une entreprise comme les autres. Qu'ils en soient conscients ou non, ils administrent un droit collectif qui leur confère obligation morale et privilège. Grâce à leurs pouvoirs, ils ont accès aux parlements, aux discours, aux tribunaux et même aux fronts de guerre.

Mais ils ont besoin d'être protégés contre l'ingérence croissante dans leur travail et contre les attaques visant à affaiblir les institutions à travers le dénigrement de leur travail. La question qui reste sans réponse est de savoir ce que l'Union européenne est prête à faire pour défendre les journalistes.

**David Alandete**

Journaliste et auteur de « Noticias Falsas : La Nueva Arma de Destrucción Masiva » (éditions Deusto, 2019).

11. "We're not agents": UK's suspects in Skripal case talk exclusively with RT's editor-in-chief, RT, 13.09.2018, Url : <https://www.rt.com/news/438350-petrov-boshirov-interview-simonyan/>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.